

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE TRANSPORTS SCOLAIRES
D'AIGUILLON ET DE PORT-
SAINTE-MARIE



RAPPORT ANNUEL 2015

SITS

Tél 05 53 64 47 83

Mail : secretariat@sitsaiguillonpsm47.fr Site Internet : www.sitsaiguillonpsm47.fr

SOMMAIRE

Le mot de la Présidente

1/ Présentation du
SITS

2/ Historique

3/ Bilan moral 2015

4/ Bilan financier
2015

5/ Compte
Administratif 2015

6/ Ressources
Humaines

Mot de la Présidente

Adaptons-nous au changement !

Je me répète souvent cette phrase ! **C**ela semble difficile !

Des efforts constants pour garder la stabilité, la proximité, la communication !

Que vont devenir ces paramètres existants, quels vont être les choix, de nos élus régionaux ?

Serons-nous toujours entendus ?

En effet, le 1^{er} septembre 2017, les transports scolaires, jusqu'ici gérés par les départements, relèveront de la compétence des régions, conséquence de la loi « Notre ».

Nous voulons faire perdurer une excellente prise en charge de nos transports collectifs pour le confort de nos 1300 enfants inscrits et pour la mobilité de ce territoire rural, c'est le souhait de tous les acteurs de notre territoire et notamment pour les 31 communes qui composent notre syndicat.

Il faut savoir que la réalité est hélas soumise aux aléas de la finance ! Le financement des Transports Scolaires sera régional.

Cette date de Septembre 2017 qui est la date actée pour cette régionalisation, n'est-elle pas trop précoce car au niveau pragmatique rien ne semble prêt. Et quelle sera notre place ?

Nous devons donc encore patienter pour en connaître les éléments.

Nous devons rester solidaires pour faire entendre notre voix.

Cordiales Salutations
Hélène AYMARD

1/ Présentation du SITS

Le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires (S.I.T.S.) est un syndicat de communes.

Il se définit comme un E.P.C.I. un Etablissement Public de Coopération Intercommunale sans fiscalité propre.

Il est **organisateur secondaire** du Conseil Départemental, c'est à dire que le Département lui a délégué partiellement sa compétence en matière d'organisateur des services de transports scolaires.

2/ Historique

Le 28 juillet 1970, le S.I.T.S. : Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires a été créé par Arrêté Préfectoral, ayant pour but la gestion des services spéciaux de transports d'élèves desservant les établissements scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie.

Le siège social est situé 17 Avenue du 11 Novembre 47190 Aiguillon.

Ainsi, en 1970, le syndicat comptait 28 communes adhérentes :

| | | | |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| AIGUILLON | CLAIRAC | LAFITTE-SUR-LOT | SAINT-LAURENT |
| AMBRUS | CLERMONT-DESSOUS | LAGARRIGUE | SAINT-LEGER |
| BAZENS | DAMAZAN | LUSIGNAN-GRAND | SAINT-LEON |
| BOURRAN | FEUGAROLLES | MONHEURT | SAINT-PIERRE DE BUZET |
| BRUCH | FREGIMONT | PUCH D'AGENAIS | SAINT-SALVY |
| BUZET SUR BAISE | GALAPIAN | PRAYSSAS | SAINT-SARDOS |
| FARGUES SUR OURBISE | LACEPEDE | PORT SAINTE MARIE | THOUARS SUR GARONNE |

Deux délégués titulaires de chaque commune siègent pour représenter leur commune au sein du Comité syndical, conformément aux dispositions de l'article 134 du Code Communal.

ADHESIONS ET RETRAITS DES COMMUNES

| | |
|--------------------------------------|--|
| 9 novembre 1970 : | Adhésion de la commune de MONTESQUIEU |
| 1^{er} juillet 1974 : | Adhésion de la Commune de COLAYRAC-SAINT-CIRQ |
| 27 décembre 1983 : | Adhésion de la commune de CAUBEYRES |
| 16 novembre 1984 : | Retrait de la Commune de FARGUES SUR OURBISE |
| 18 septembre 1985 : | Adhésion de la commune de LUSIGNAN PETIT |
| 30 mars 2009 : | Retrait des Communes de COLAYRAC-SAINT-CIRQ et de SAINT-HILAIRE DE LUSIGNAN en raison de leur adhésion à la Communauté d'Agglomération d'Agen. |
| 5 septembre 2011 : | Adhésion de la Commune de NICOLE |
| 26 novembre 2014 : | Adhésion de la Commune de RAZIMET |

A ce jour, le Syndicat Intercommunal des Transports scolaires compte 31 communes adhérentes, il organise le service des transports scolaires sur 33 circuits desservant différents établissements scolaires du département.

Liste des 31 communes adhérentes avec présentation des Délégués.

| Liste des délégués 2015 | | |
|-------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| VILLE | DELEGUES TITULAIRES | DELEGUES SUPPLEANTS |
| AIGUILLON | Hélène Aymard Présidente | Monique SASSI |
| AMBRUS | Corinne ELLAM | Jean-Pierre MARTIN |
| BAZENS | Annie THOREL | Francis CASTELL |
| BOURRAN | Jean-Luc GRAZIADEI | Claire Hélène FACCI |
| BRUCH | Mireille ROSSI Vice-Présidente | Isabelle BISETTO |
| BUZET-sur-BAÏSE | Pascal SANCHEZ | Laurence BERTRAND |
| CAUBEYRES | Chloé KERAUTRET | Cédric LEROY |
| CLAIRAC | Christophe DOMANGE | Annette GAY |
| CLERMONT DESSOUS | Claire RUCHAT | Pascal JOUNAUX |
| DAMAZAN | Isabelle DE-LONGHI | Christine AGOSTI |
| FEUGAROLLES | Jacqueline POLLONI | Nicolas RAVEL |
| FREGIMONT | Evelyne GATOUNES | Claire BUDZIK |
| GALAPIAN | Georges LEBON | Delphine LEBLOND |
| LACEPEDE | Martine Rieucros | Sophie CASSAGNE |
| LAFITTE/LOT | David PORRO | Benjamin FAGES |
| LAGARRIGUE | Jean-Claude LAURENT | Gilles Claude BORIE |
| Lusignan-Petit | Michelle SUBERBIELLE | Hélène Tonon-Martinaud |
| MONHEURT | Nelly Subirade | André Messines |
| Montesquieu | Myriam CAUMONT-GAURE | Patrick FERRI |
| NICOLE | Mohamed EL WASELA | Michèle BOUCHALES-REVERSAT |
| Port-Ste-Marie | Laurence BRANDEHO | Serge CARMENTRAN |
| PRAYSSAS | Sandrine BACH | Christiane BERTEAU |
| PUCH D'AGENAIS | Céline MOLINIE | Virginie RAFFAELLO |
| RAZIMET | LAFON Thierry | PELLEGRIN Christelle |
| SAINT - LAURENT | Stéphanie DELOGE | Patricia CUEVAS |
| ST LEGER | Karine FARINA | Frédéric DUBOURG |
| SAINT LEON | Nathalie GAROSTE | Christelle LESPINE |
| ST PIERRE DE BUZET | Céline PROTIN | Annaïck RENAUDIN |
| SAINT SALVY | Jean-Marc BRIE | Martine MASSOU |

Un délégué titulaire et un délégué suppléant de chaque commune siègent pour représenter leur commune au sein du Comité syndical, conformément aux dispositions de l'article 134 du Code Communal.

LES INSCRIPTIONS

La mise en œuvre de la gratuité du transport a nécessité une nouvelle gestion et un nouveau calendrier des inscriptions.

Les périodes d'inscriptions seront fixées chaque année, comme suit :

- mi mai pour les dossiers de renouvellement d'inscription
- mi juillet pour les dossiers de première inscription

Un **RENOUVELLEMENT D'INSCRIPTION** : c'est un élève qui ne change pas d'établissement scolaire (par exemple un enfant inscrit en sixième qui passe en cinquième).

Une **PREMIERE INSCRIPTION** : c'est un élève qui change d'établissement scolaire (par exemple un écolier qui devient collégien ou un collégien qui devient lycéen) ; c'est aussi un élève qui n'a jamais été inscrit sur une ligne.

Les dossiers adressés hors délai et sans demande motivée (déménagement, changement d'établissement scolaire ...), pourront faire l'objet d'un rejet.

Tout défaut d'inscription sera sévèrement sanctionné. En effet, la responsabilité des transporteurs est engagée et les assurances ne couvrent pas les élèves non inscrits.

Le S.I.T.S. gère, tout au long de l'année, plus de trois cents modifications ;

Des fiches horaires sont actualisées et sont consultables sur le site internet.

LES EFFECTIFS

| Années scolaires | Nombre d'élèves | Années scolaires | Nombre d'élèves |
|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| 1990/1991 | 1 199 | 2002/2003 | 942 |
| 1991/1992 | 1 183 | 2003/2004 | 925 |
| 1992/1993 | 1 165 | 2004/2005 | 879 |
| 1993/1994 | 1 211 | 2005/2006 | 895 |
| 1994/1995 | 1 164 | 2006/2007 | 867 |
| 1995/1996 | 1 029 | 2007/2008 | 910 |
| 1996/1997 | 1 073 | 2008/2009 | 879 |
| 1997/1998 | 1 057 | 2009/2010 | 986 |
| 1998/1999 | 1 029 | 2010/2011 | 1 067 |
| 1999/2000 | 975 | 2011/2012 | 1 162 |
| 2000/2001 | 978 | 2012/2013 | 1 256 |
| 2001/2002 | 958 | 2013/2014 | 1 261 |
| 2014/2015 | 1238 | 2015/2016 | 1 305 |

DISTRIBUTION DES GILETS

A chaque rentrée scolaire, le conseil départemental nous délivre une liste nominative des élèves nouvellement inscrits sur nos lignes qui sont bénéficiaires d'un gilet.

Ces gilets sont remis par les contrôleurs, les délégués volontaires dans les bus dès réception, ou directement envoyés au domicile des parents,

LA CONSTRUCTION DES ABRIS BUS

La construction des abris bus est à la charge des communes.

Toutefois, afin d'aider les communes, qui choisissent de sécuriser les points de ramassage, le Comité a voté, en décembre 2015, la possibilité de verser une aide financière aux communes adhérentes, lorsqu'elles entreprennent la construction d'un abri, sur un point de ramassage conventionné par le Conseil Départemental.

Le versement de l'aide doit répondre à toutes les caractéristiques suivantes :

- Acquisition d'un abri de bus par une commune adhérente au syndicat sur un point de ramassage conventionné par le Département, situé sur un des circuits gérés par le syndicat ;
- La commune adhérente doit formuler une demande d'aide financière auprès du syndicat
- Un montant fixe sera versé correspondant à la somme de cinq cents euros ;
- Versement de l'aide financière dès que la collectivité aura transmis le certificat de paiement de l'équipement au syndicat ;
- Inscription sur le Budget primitif 2015, à l'article 657 : "*Subventions allouées aux collectivités*" ;

En 2015, la commune de SAINT - SALVY a perçu l'aide de 500 €.

COMMENT PROCEDER A LA CONSTRUCTION D'UN ABRIS BUS ?

Le service des routes indique, dans le cadre du projet d'aménagement, la commune concernée doit prendre contact avec l'Unité Départementale des Routes de son secteur qui procède à une visite sur le terrain et l'informe des critères de sécurité en collaboration avec les services adéquats du Conseil Départemental.

Pour les autorisations de voirie, la Commune doit consulter le Conseil Départemental, service des transports.

Dans tous les cas, l'aménagement doit concerner un **arrêt conventionné** par le Département. Mais sont également concernés : les abris bus, les passages piétons, l'éclairage et la signalisation routière.

Conditions d'attribution pour le Conseil Départemental :

Aide du montant HT des travaux, au titre des régimes d'aide des amendes de police.

Pièce à fournir au service de l'aide aux Maires du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne :

- Délibération de la collectivité incluant le plan de financement du projet avec sa participation financière
- Devis des travaux
- Plan de situation des travaux et le plan descriptif des travaux

Pour le versement :

Le règlement de la subvention départementale allouée sur présentation par le maître d'ouvrage du décompte des dépenses relatives à cette opération, daté et signé, accompagné de certificats de paiement originaux détaillés et visés par le receveur municipal comportant les numéros, dates, montants et objets des mandats. Il appartient aux communes d'aménager les arrêts qui sont indispensables au bon fonctionnement du ramassage, car grâce à cela ils deviennent pérennes.

LES CIRCUITS**COLLEGE et LYCEE Stendhal d'AIGUILLON**

| | | | |
|-------------------|----------------|-----------------|--|
| N°10 | 61 pl | Castéran | Feugarolles – Vianne - Buzet sur Baise (<i>campagne</i>) – Saint Pierre de Buzet - Damazan – Aiguillon |
| N°35 | 33 Pl | Beyris | Frégimont – St-Salvy – Bourran <i>Colleigne</i> – Aiguillon |
| N°41-1 | 55 pl | Casteran | Bazens – Galapian – Aiguillon – Lagarrigue - Aiguillon |
| N°84-2 | 55 pl | Castéran | Clairac – Bourran – Lafitte sur Lot - Granges sur Lot – Lafitte sur Lot - Bourran (<i>St Brice</i>) – Aiguillon |
| N°87 | 63 pl | Castéran | Clairac (<i>place Viozge</i>) – Aiguillon |
| N°88-1 | 29 pl | Castéran | Ambrus – Caubeyres – Saint Léon – Caubeyres – Saint-Léon - Aiguillon |
| N°97 | 55 pl | Castéran | Razimet - Puch d'Agenais – Monheurt – Saint Léger - Aiguillon |
| N°165 | 61 pl | Castéran | Lundi et vendredi : Villeneuve sur lot – Casseneuil – Sainte Livrade mardi, mercredi et jeudi : Temple/Lot - Castelmoron – Laparade – Clairac - Aiguillon |
| N°194-1 | 33 pl | Casteran | Frégimont – St Salvy - Lacépède – St Sardos – Lafitte/Lot (<i>Ste-Radegonde</i>) Aiguillon |
| N°197 | 55 pl | Beyris | Bazens – Frégimont – Prayssas – Lusignan Petit – Cl-Dessous – <i>Tivoli Fourtic</i> – PSM - Aiguillon |
| N°199-1 | 22 Pl | Castéran | Puch d'Agenais – Damazan – Aiguillon |
| N°196-1 | 55 Pl | Castéran | Bruch - Feugarolles – Thouars/Garonne – Buzet (<i>en ville</i>) – Damazan (<i>Escoubotte</i>) – Aiguillon |
| N°236 236 DOUB | 65 Pl 65 pl | Castéran | Fauillet – Tonneins – Aiguillon Vares - Tonneins – Aiguillon |

Cité scolaire Stendhal Aiguillon et SEGPA du COLLEGE GERMILLAC de TONNEINS

| | | | |
|--------|-------|----------|--|
| N° 122 | 23 pl | Castéran | Tonneins (<i>Ayet</i>) – Nicole - Aiguillon (<i>dépose Cité scolaire Stendhal</i>) puis prise en charge des élèves SEGPA scolarisés à Germillac à Tonneins |
|--------|-------|----------|--|

COLLEGE de PORT SAINTE MARIE

| | | | |
|---------|-------|---------------|---|
| N°3-1 | 55 pl | CASTERAN | Feugarolles - Thouars – Feugarolles – Bruch – Saint Laurent – Port Sainte Marie |
| N°66 | 63 pl | CITRAM | Prayssas – Frégimont – Bazens – Port Sainte Marie |
| N°89 | 22 pl | CITRAM | Clermont Dessous <i>Lapouille</i> – Bazens <i>Tivoli</i> – Port Sainte Marie |
| N°239-1 | 30 pl | CITRAM | Lusignan Petit – Clermont-Dessous - Port-Ste-Marie |
| N°198 | 22 pl | CASTERAN | Montesquieu - <i>Béquin</i> – Bruch – Saint Laurent - Port Sainte Marie |

Lycée Professionnel de CLAIRAC

| | | | |
|--------|-------|----------|---|
| N°84-1 | 55 pl | CASTERAN | Feugarolles - Port Sainte Marie – Aiguillon – Clairac |
|--------|-------|----------|---|

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES de NERAC

| | | | |
|--------|-------|---------------|--|
| N° 115 | 63 pl | BEYRIS | Tonneins – <i>Ayet</i> – Aiguillon – PSM – Lavardac – Nérac : Cité scolaire– <i>A. Fallières</i> |
| N°308 | 37 pl | BEYRIS | Port-Ste-Marie – Saint-Laurent – Bruch – Nérac : <i>Cité Scolaire</i> |

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES d'AGEN

| | | | |
|-----|-------|--------|--|
| n°5 | 59 pl | CITRAM | Feugarolles - St-Laurent – Port-Ste-Marie – Clermont-Dessous – <i>Fourtic - Lapouille</i> - St-Hilaire - Colayrac – Agen : Collège Jasmin Préfecture - lycée Palissy - Gare - Collège Sainte Foy |
| 234 | 63 pl | CITRAM | Clairac – Bourran – Lafitte – Lacépède – Prayssas – Lusignan Petit – St Hilaire de Lusignan – Colayrac St Cirq – Agen – Collège Jasmin - Préfecture - lycée Palissy - Place du Pin Resto Périgord - gare - Ste Foy |

ECOLES ELEMENTAIRES et MATERNELLES

| | | | |
|---------|-------|-----------------|---|
| N°3-2 | 55pl | Casteran | Montesquieu (<i>école</i>) – Bruch (<i>école</i>) |
| N°41-2 | 55 pl | Casteran | Galapian (<i>école</i>) – Saint-Salvy (<i>école</i>) – Frégimont (<i>école</i>)– Saint Salvy – Galapian |
| N°88-2 | 29 pl | CASTERAN | Damazan – Saint -Léon – Caubeyres – <i>Cap du Bosc</i> – Caubeyres – Saint Léon – Damazan (<i>école</i>) |
| N°196-2 | 55 pl | Casteran | Bourran – Aiguillon - Lagarrigue (<i>école</i>) – Bourran (<i>école</i>) |
| N°194-2 | 33 pl | Casteran | Lafitte sur Lot (<i>école</i>) – Lacépède (<i>école</i>) |
| N°239-2 | 30 pl | Citram | Clermont Dessous – <i>Fourtic (école)</i> |
| N°377 | 9 Pl | CASTERAN | Thouars sur Garonne – Feugarolles (<i>école</i>) |
| N°199-2 | 22 pl | Castéran | Monheurt – Villetton - Razimet |

LE STATIONNEMENT DES CARS

Extrait du REGLEMENT DEPARTEMENTAL des TRANSPORTS SCOLAIRES

Les horaires sont définis en fonction des horaires d'ouverture et de fermeture des établissements desservis. Conformément aux marchés conclus avec les entreprises, les cars doivent arriver dix minutes avant le début des cours et partir dix minutes après la fin des cours, sauf dispositions particulières agréées par le Département. Les horaires de départ et d'arrivée, de passage aux points d'arrêt doivent être respectés. L'avance comme le retard, sauf cas de force majeure ou d'incident imprévisible, sont prohibés.

AIGUILLON – Cité scolaire Stendhal

Quinze cars stationnent devant la cité scolaire et lors des manifestations en ligne Avenue de la Gare : Rue Hoche et Allées Charles de Gaulle

TONNEINS – Germillac

Un car stationne devant le collège Germillac.

PORT-SAINTE-MAIRIE – Collège Delmas de Grammont

Cinq cars stationnent devant le collège, situé : Avenue du 11 novembre

AGEN : tous les établissements scolaires

Deux cars déposent les élèves sur plusieurs sites : le collège Jasmin, la gare, la préfecture, le rond - point du Pin et le jardin Jayan. Aucun stationnement des bus n'est autorisé devant les établissements scolaires.

CLAIRAC : Lycée professionnel de Clairac

Un car dépose les élèves sur le site.

NERAC : tous les établissements scolaires

Deux cars déposent les élèves devant les établissements scolaires : Collège Henri de Navarre Lycée Jacques de Romas Lycée Armand Fallières. C'est le Syndicat de Lavardac qui affrète les élèves vers le collège de Lavardac depuis Nérac.

Ecoles élémentaires et maternelles et Regroupement Pédagogiques Intercommunaux

Un car dépose les enfants devant chaque école :
Ecole de Lafitte-sur-Lot – Ecole de Lacépède
Ecole de Bourran – Ecole de Lagarrigue
Ecole de Bruch – Ecole de Montesquieu
Ecole de Galapian – Ecole de Saint-Salvy – Ecole de Frégimont
Ecole de Damazan
Ecole de Feugarolles
Ecole de Fourtic (Commune de Clermont-Dessous)
Ecole de Monheurt – Ecole de Villeton

Les points de ramassage :

335 points de ramassage et 113 abris de bus

Nouveauté pour la rentrée 2015, la tournée du bus 199 – 2 desservant Monheurt – Villeton – Saint-Léger. Modification de l'itinéraire de la ligne 236 D, départ du bus de Varès pour Aiguillon

LES BENEFICIAIRES DU TRANSPORT SCOLAIRE

" Extrait du Règlement Départemental des Transports Scolaires

Chapitre 1. Conditions générales donnant droit à la gratuité des transports scolaires.

Article 1.1 – Conditions liées à l'âge de l'enfant

Les services de transport scolaire sont ouverts aux enfants âgés de 3 ans au 31 décembre suivant la rentrée scolaire.

Les jeunes enfants doivent être accompagnés et attendus au point d'arrêt par un parent.

Article 1.2 - Conditions liées au domicile de l'élève

- Le domicile doit être situé dans le département de Lot-et-Garonne, à partir de 3 kilomètres de l'établissement. Cette distance n'est pas appliquée pour les Regroupements Pédagogiques Intercommunaux.

- Le domicile considéré est celui du **représentant légal de l'élève** ou de la famille d'accueil pour les enfants placés par le Service à l'Enfance.

- **Garde alternée** : Lorsque la mère et le père de l'enfant sont séparés mais exercent une autorité parentale partagée sur ce dernier, il sera possible d'avoir deux trajets « origine - destination » à condition que les familles s'acquittent des frais de dossier auprès des deux organisateurs secondaires concernés.

Ne sont pas de la compétence du Conseil Départemental, les **élèves domiciliés et scolarisés** dans un périmètre de transports urbains d'Agen ou de Villeneuve/Lot.

Toutefois, ces élèves peuvent utiliser gratuitement les transports urbains, notamment grâce à la compensation financière que le Conseil Départemental verse à la Communauté d'Agglomération d'Agen et au Syndicat Intercommunal de Gestion et d'Urbanisme de Villeneuve / Bias et Pujols.

Article 1.3 - Conditions liées à la scolarité de l'élève

Seuls les enseignements non rémunérés dispensés jusqu'au baccalauréat (inclus) peuvent ouvrir droit aux transports scolaires sur le réseau départemental ou réseau SNCF à l'intérieur du département, à raison d'un aller / retour par jour (pour les élèves externes ou demi-pensionnaires) ou d'un aller/retour par semaine pour les élèves internes.

Enseignement suivi.

Pour bénéficier d'une prise en charge des transports scolaires, l'élève doit fréquenter l'établissement public ou privé sous contrat de son secteur dans le Lot-et-Garonne.

Toutefois, pour les établissements privés, cette prise en charge de transports scolaires peut être accordée dès lors que l'élève se situe dans le secteur de fréquentation de l'établissement et sous réserve de l'existence d'un service assurant cette liaison.

Article 1.3. - Statut d'ayant droit

Le statut d'ayant droit pour les élèves externes, ½ pensionnaires et les élèves internes utilisant les services de ramassage scolaire est conditionné aux conditions suivantes cumulatives :

- être domicilié en Lot-et-Garonne (au sens de l'article 1 du présent règlement) ;
- respecter la règle des 3 kilomètres entre le domicile et l'établissement (sauf pour les R.P.I) ;
- respect de la sectorisation pour les collèges publics.

Remarque : pour les enfants de l'enseignement primaire, ils doivent fréquenter l'école maternelle ou élémentaire de sa commune ou celle définie au sein d'un Regroupement Pédagogique.

Article 1.4 - Exceptions :

- La notion de distance de 3 km ne s'applique pas aux élèves scolarisés en Regroupements Pédagogiques Intercommunaux ;
- Les conditions de distance et d'appartenance à un PTU ne s'appliquent pas aux élèves et étudiants handicapés.

- Les élèves inscrits en C.L.I.S (Classe d'Intégration Scolaire) et en U.P.I (Unité Pédagogique d'Intégration) ont le statut d'ayants droit quelle que soit leur affectation scolaire.
- L'orientation en 4ème vers une option « technologique » ou en Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (S.E.G.P.A) qui serait dispensée dans un autre établissement que celui du secteur scolaire, ouvre droit aux transports scolaires gratuits.
- Du fait de leur exclusion d'un établissement, les élèves qui font l'objet d'une affectation par la DSDEN dans un établissement qui n'est pas celui de secteur; ne pourront pas prétendre à une prise en charge de leur transport.

Différents cas expliquant le non respect de la sectorisation : les élèves fréquentant un établissement scolaire situé en dehors de leur bassin de sectorisation peuvent bénéficier du transport scolaire gratuit et dans les situations suivantes :

- poursuite de scolarité dans un collège situé hors secteur
- options choisies par l'élève (langues vivantes, ...)
- section européenne.

Article 1.5 - Elèves non ayants droit

Les non ayants droit pourront être **transportés gratuitement dans la limite des places disponibles** en donnant la priorité aux élèves les plus éloignés.

Pour permettre la répartition des places disponibles dans les autocars, 5 critères ont été définis par ordre de priorité. La distance pour les élèves les plus éloignés de l'établissement scolaire sera de règle dans tous les critères.

Classement des critères :

- 1° - Non respect de la sectorisation
- 2° - Distance inférieure à 3 kilomètres
- 3° - Elèves empruntant une 2ème ligne de transport
- 4° - Domicilié hors 47 (si pris en charge par son département d'origine = ayant droit sinon, examen au cas par cas)
- 5° - étudiants et apprentis

Article 1.6 – Dérogations

Cas de déménagement : si à la suite d'un déménagement après les dates d'inscription, l'élève devra justifier sa situation pour pouvoir être inscrit sur le réseau départemental.

Si le changement de domicile intervient en cours d'année scolaire, le changement de circuit devra être motivé et sera accepté dans la limite des places disponibles. Cela nécessitera de s'acquitter des frais de gestion auprès du nouvel organisateur secondaire.

Cas des élèves originaires d'un autre département : dans le cadre d'une convention passée avec les départements limitrophes, les élèves originaires d'un autre département peuvent bénéficier des transports scolaires si le département d'origine supporte tout ou partie de la dépense du transport.

En cas de non prise en charge par le département de domicile, le département de Lot-et-Garonne peut accepter ces demandes dans la limite des places disponibles. Si l'inscription est validée, le Département perçoit auprès de l'élève ou de sa famille, s'il est mineur, une participation pour avoir accès au car. Cette disposition est d'autant plus justifiée si la présence des élèves hors département implique à elle seule la mise en place de moyens supplémentaires. (*voir tarification annexe 1*)

Cas des correspondants : les correspondants accueillis par les élèves lot-et-garonnais peuvent bénéficier du transport uniquement sur les circuits spéciaux, dans la limite des places disponibles et une fois que la famille d'accueil aura à acquitter les frais de dossier auprès de l'organisateur secondaire concerné.

Stages : les stages n'ouvrent pas droit à une inscription sur le réseau départemental de transport scolaire.

Cas des apprentis et des étudiants : le transport des apprentis lorsqu'ils se rendent au CFA et élèves poursuivant des études supérieures n'est pas de la compétence du Conseil Départemental. C'est le Conseil régional qui peut leur apporter une aide financière pour leur transport.

Toutefois, sur les lignes desservant les établissements scolaires à titre principal, le Département peut autoriser l'inscription des apprentis et des étudiants dans la mesure où la capacité d'accueil n'est pas atteinte. Dans ces conditions, les élèves devront s'acquitter des frais de dossier auprès des organisateurs secondaires pour l'enregistrement de leur inscription.

Cas des élèves en I.M.E : les enfants inscrits en I.M.E pourront utiliser à titre dérogatoire les cars de transport scolaire dans la limite des places disponibles. Une participation (*voir tarification annexe 1*) sera exigée des établissements ou des familles concernés, au-delà des frais d'inscription qui sont à acquitter auprès des organisateurs secondaires.

Cas des autres usagers : une décision au cas par cas sera examinée par le Département en concertation avec l'organisateur secondaire.

Article 1.7 - Etablissements scolaires hors département.

Dans le cadre des conventions passées avec les départements limitrophes, le Conseil Départemental subventionne le transport des élèves fréquentant des établissements dans les départements limitrophes, dans le cas suivant où l'établissement fréquenté pour l'enseignement suivi est le plus proche du domicile ou situé à équidistance du domicile.

Article 1.8 - En l'absence de transports réguliers ou de circuits desservant les établissements scolaires à titre principal

Les élèves ne disposant pas des moyens de transport réguliers ou de circuits scolaires peuvent prétendre à une aide pour le transport par véhicule particulier sur une base tarifaire kilométrique (indemnité kilométrique x distance quotidienne en fonction du calendrier scolaire de l'établissement scolaire fréquenté). Cette aide est plafonnée à 750 € / an sauf pour les élèves et étudiants handicapés (*voir tarification annexe 1*).

La distance prise en compte pour le calcul de l'aide correspond :

- au trajet le plus court entre le domicile légal des parents et l'établissement scolaire (s'il est supérieur à 3 kilomètres) à raison d'un aller / retour par jour pour les ½ pensionnaires et d'un aller / retour par semaine pour les internes.
- au trajet le plus court entre le domicile et le point d'arrêt le plus proche (s'il est supérieur à 3 kilomètres) à raison d'un aller / retour par jour pour les ½ pensionnaires et d'un aller / retour par semaine pour les internes.

Exception :

Pour les élèves fréquentant certains collèges privés hors département, une aide à titre dérogatoire pourra être accordée sur la même base de calcul mais elle sera plafonnée à 375 € par an (*voir tarification annexe 1*). Cette dérogation sera réexaminée annuellement.

DEROGATIONS

Le Département se réserve le droit de déroger aux règles définies précédemment pour tenir compte des situations particulières et notamment chaque fois que la solution susceptible d'être mise en œuvre se révélera moins onéreuse.

Usagers non scolaires

Le Conseil Départemental précise dans son article 3, paragraphe 3-3 que: *"Lorsqu'il n'existe pas de ligne régulière, l'ensemble des usagers est autorisé à emprunter les circuits spéciaux scolaires, notamment les demandeurs d'emploi, les stagiaires non rémunérés ou tout autre personne autorisée par le pouvoir adjudicateur (c'est - à - dire le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne. Tous ces usagers doivent être détenteurs d'un titre de transport. Néanmoins, l'admission au service ne peut se faire que dans la limite des places disponibles et sans modification de la consistance du service (itinéraire, points d'arrêt, horaires)." Le conseil départemental peut accorder l'autorisation de délivrer à ces usagers un titre exceptionnel d'utilisation d'un service de transport scolaire sur une ligne identifiée. Ces titres seront délivrés sous la responsabilité du syndicat.*

Les délégués du S.I.T.S., par délibération du 11 mars 2010, ont souhaité que les usagers non scolaires soient obligatoirement placés à proximité du chauffeur du car.

LA SECURITE : OPERATION EVABUS

Chaque année, au mois de septembre, le Conseil départemental organise l'opération « Evabus » pour tous les élèves de classes de sixième mettant en avant les règles de sécurité à adopter lors des trajets en autocar. Les élèves sont accompagnés de leurs professeurs. Cette opération fait partie d'un programme commun entre le Conseil Départemental, la Prévention Routière de Lot-et-Garonne et les transporteurs, qui conduisent ensemble des actions en faveur de la sécurité des élèves dans les bus. L'opération « Evabus » se présente sous forme d'exercices d'évacuation rapide des cars de ramassage scolaire dans tous les collèges du département. Cette action, concerne plus de 2 500 élèves de sixième, chaque année.

ACCOMPAGNATEUR DANS LES CARS

Extrait du REGLEMENT DEPARTEMENTAL

Circuits assurés en présence d'un accompagnateur :

Le service peut - être assuré en présence d'un accompagnateur obligatoire à partir de 9 enfants.

Le rôle de l'accompagnateur consiste à la surveillance des enfants pendant les temps de trajet, et sur la partie de trajet comprise entre l'arrêt de car devant l'établissement et l'entrée de l'établissement scolaire.

En aucun cas, l'accompagnateur n'a à se substituer aux parents entre le point d'arrêt et le domicile de l'élève.

Dans le cadre d'une enquête de l'ANATEEP (Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public), relative aux conditions et modalités de l'accompagnement des élèves dans les bus, le conseil départemental demande aux organisateurs secondaires d'indiquer les circuits qui disposent d'une accompagnatrice. Pour notre syndicat, il s'agit des lignes suivantes :

- **Circuit 3 : écoles Bruch / Montesquieu**
- **Circuit 377 : écoles Thouars-sur-Garonne / Feugarolles**
- **Circuit 239 : écoles Clermont-Dessous / Fourtic**
- **Circuit 237 : écoles de Lafitte-sur-Lot / Lacépède**
- **Circuit 127 : écoles de St-Salvy / Galapian / Fréгимont**
- **Circuit 196 : écoles de Bourran / Lagarrigue**
- **Circuit 134 : école de Damazan : uniquement le matin**
- **Circuit 199-2 : école de Monheurt - Villeton**

Ce sont les communes où sont implantées les écoles qui prennent en charge la rémunération des accompagnatrices.

LES DECISIONS DU COMITE SYNDICAL

Objet : Contrat d'assurance des risques statutaires

Par délibération, le comité syndical a décidé :

Article 1 : d'accepter la proposition suivante du courtier SOFCAP, et de l'assureur CNP Assurances :

Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} avril 2015

Régime du contrat : capitalisation

Article 2 : d'autoriser la Présidente à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Article 3 : d'autoriser la Présidente à signer la convention d'adhésion avec le Centre de Gestion, laquelle décrit les missions du CDG 47 et prévoit une participation aux frais de gestion, qui s'élève à 3% de la cotisation versée annuellement à l'assureur.

Objet : Mise en place d'une participation à la protection sociale complémentaire

Par délibération, le comité syndical a décidé :

d' Accepter la mise en place d'une participation à la protection social complémentaire ;

d' Autoriser Madame la Présidente à signer les documents ;

Donner pouvoir à Madame la Présidente pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Objet : Modification et création des adresses Mail

Par délibération, le comité syndical a décidé :

d'approuver la modification et la création des noms de domaine et des adresses mails nécessaires au bon fonctionnement du Syndicat et autorise la présidente à signer les documents.

Objet : Création de Poste

Par délibération, le comité syndical a décidé :

- La création d'un emploi d'Adjoint Administratif Territorial de 2^{ème} classe à temps non complet à raison de 20 heures / semaine.

Objet : Création d'un poste dans le cadre du dispositif Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi

Par délibération, le comité syndical a décidé :

- de créer un poste d'Adjoint Administratif dans le cadre du dispositif « contrat d'accompagnement à l'emploi ».

Objet : au projet de schéma départemental de coopération intercommunale

Madame la Présidente présente au comité syndical l'exposé suivant :

En application des dispositions du II de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, un schéma départemental de coopération intercommunale doit être arrêté dans chaque département par le représentant de l'Etat avant le 31 mars 2016.

Pour ce faire, Mr le Préfet a engagé la procédure d'élaboration prévue au IV de l'article L.5210-1-1 du CGCT en présentant le 9 octobre dernier aux membres de la commission départementale de la coopération intercommunale un projet de schéma, ce projet fait l'objet d'une communication par la Présidente à l'assemblée en séance publique au cours de laquelle les délégués du syndicat sont entendus.

Il a transmis par courrier en date du 12 octobre 2015, ce projet de schéma élaboré pour le département. Le syndicat dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception du courrier pré-cité pour transmettre l'avis du syndicat sur ce projet.

Le comité syndical, par délibération, décide, à l'unanimité

VU l'article L.5210-1-1 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction issue des dispositions de l'article 33 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite « Loi NOTRE »).

CONSIDERANT le besoin de conserver un service de proximité et de maintenir un Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires comprenant un territoire rural en harmonie avec la future Communauté de communes qui naîtra de la fusion de la Communauté de communes du Confluent et de la Communauté de communes du canton de Prayssas. Pour une meilleure cohésion territoriale.

PROPOSE d'ouvrir à toutes les Communes limitrophes de notre périmètre qui souhaitent adhérer au Syndicat en vue d'une mutualisation de ce service public.

EMET un AVIS FAVORABLE au projet de **schéma départemental de coopération intercommunale tel que présenté par le Préfet de Lot-et-Garonne.**

Objet : Débat des Orientations Budgétaires

le Comité Syndical, par délibération décide de,

FIXER le montant fixe de la participation des communes adhérentes à **50 € (cinquante euros) pour l'exercice 2016.**

FIXER le montant de la contribution financière des communes à 5 € multiplié par le nombre d'élèves domiciliés sur la commune.

Objet : Contrat d'assurance des risques statutaires

le Comité Syndical, par délibération décide,

Article unique : *Le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie* charge le Centre de gestion de négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Ce contrat est ouvert à adhésion facultative. *Le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie* se réserve la faculté d'y adhérer.

Le contrat groupe prévoira la prise en charge de tout ou partie des risques suivants :

▣agents CNRACL (régime spécial) :

Maladie ordinaire, maternité, accident de service, décès, longue maladie / longue durée,

▣agents IRCANTEC (régime général) :

Maladie ordinaire, maternité, accident de service, grave maladie,

Objet : Entretien Professionnel annuel d'évaluation du personnel

L'assemblée, après en avoir délibéré :

DECIDE

Que les critères qui servent de base à l'appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire au terme de l'entretien prévu par le décret n°2014-1526, portent sur :

- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- les compétences professionnelles et techniques ;
- les qualités relationnelles ;
- la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

Objet : Mise à disposition du personnel du SITS

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'**APPROUVER** la convention de mise à disposition du personnel (joint en annexe),
- d'**AUTORISER** la Présidente à signer lesdites conventions à intervenir.

Objet : Application du Régime Indemnitare

Le comité syndical, à l'unanimité, après avoir délibéré,

ADOpte les modalités du régime indemnitaire des agents à compter du 01 janvier 2016.

DEFINIT que les critères de variation affectés au régime indemnitaire suivants :

- reconnaissance de la manière de servir
- importance des sujétions auxquelles l'agent est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions,
- prise en compte des responsabilités exercées et de la technicité,

DIT que les primes et indemnités sont maintenues en cas de congés annuels, en cas d'accident de travail ou pendant la durée du congé maternité, paternité ou d'adoption,

En tout état de cause, le régime indemnitaire sera réduit dans les mêmes proportions que le traitement en cas de travail partiel,

RAPPELLE que ces indemnités sont instituées au profit des agents titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public des grades détaillés dans le tableau joint ci-dessous,

| Filière Administrative GRADE | Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaire (IFTS) | Indemnité d'exercice de Mission (IEM) | Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) |
|---|--|--|---|
| Adjoint Administratif de 2ème classe | X | X | X |
| Adjoint Administratif de 1ère classe | X | X | X |
| Adjoint Administratif Principal de 2ème classe | X | X | X |
| Adjoint Administratif Principal de 1ère classe | X | X | X |

RAPPELLE que ces indemnités :

- seront versées mensuellement et dans la limite des crédits inscrits
- feront l'objet d'une revalorisation automatique à chaque texte réglementaire prévoyant une augmentation,

PRECISE que :

- pour l'IAT : le montant de référence annuel est indexé sur la valeur du point dans la fonction publique. Le montant des attributions individuelles ne peut excéder huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent;

- pour l'indemnité allouée aux régisseurs d'avance et de recettes : cette indemnité est attribuée aux agents régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées, quels que soient leur filière et grade.

RAPPELLE que les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits du budget de l'exercice 2016,

DONNE pouvoir à Madame la Présidente pour appliquer cette nouvelle gestion des indemnités, conformément aux décrets, arrêtés et articles modificatifs.

La présente délibération annule et **remplace à compter du 01 janvier 2016, la délibération** de même intitulé prise le 26 novembre 2014.

Objet : Indemnité du receveur principal

Le comité syndical, après délibération, décide, à l'unanimité

VU l'article 97 de la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions,

VU le décret N° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État,

DÉCIDE d'accorder une indemnité de conseil à Madame Jocelyne Petit, Receveur Syndical au taux de 100 % pour l'année 2015,

DIT que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, soit un total dû de 108,94 € net,

DIT que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2015.

ADOPTION DE LA TARIFICATION DEPARTEMENTALE

Par délibération du 18 mars 2009, l'Assemblée Départementale a approuvé le principe de gratuité des transports scolaires, à partir de la rentrée 2009 et donné compétence à la Commission Permanente afin d'en définir le périmètre, de déléguer, le cas échéant, la compétence départementale en matière de transport scolaire aux organisateurs secondaires et aux organisateurs secondaires transporteurs, en vertu de l'article L.213-12 du Code de l'éducation.

La Commission permanente du 7 mai 2009 a défini le cadre de ce nouveau dispositif ainsi que ses modalités de mise en oeuvre, en particulier, en fixant les critères d'éligibilité à la gratuité des transports scolaires et en adoptant le principe du paiement, par l'ensemble des usagers, de frais de dossier dont le montant est fixé, par famille :

à 15 € pour le premier enfant inscrit,

à 10 € pour le deuxième enfant inscrit

et à 5 € à partir du troisième enfant inscrit.

Afin d'assurer une cohérence avec le nouveau dispositif arrêté par le Département, il est proposé d'exiger des familles dont les enfants utilisent les transports scolaires relevant de la compétence du Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie, le paiement de frais de dossiers. Cette participation est fixée comme énoncée ci-dessus.

La dégressivité s'applique y compris dans les cas suivants :

- familles recomposées ;
- tutelle sur l'un ou sur l'ensemble des enfants inscrits ;
- familles d'accueil ;
- procédure d'adoption en cours de l'un ou de l'ensemble des enfants.

En application du REGLEMENT DEPARTEMENTAL, le S.I.T.S. demande aux familles d'approuver par signature sur la fiche d'inscription, le contenu de la Note d'information qui leur est transmise au moment des inscriptions.

4/ Bilan financier 2015

Présentation du budget du S.I.T.S

Les recettes

1 - Versement par le Conseil Départemental des frais de gestion :

Dans le cadre du fonctionnement du réseau départemental de transport scolaire en vigueur depuis la rentrée 2009, le Conseil Départemental 47 verse, désormais, à ses organisateurs secondaires, des frais de gestion, calculés sur la base de 1% du coût des marchés correspondants aux lignes gérées pour le syndicat **soit 11224 € pour l'année 2015.**

2 - La participation des familles

Il s'agit du versement des frais d'inscription **soit 17369.00 € pour l'année 2015.**

3 - La participation des communes

Comme en 2014, Madame la Présidente a demandé aux délégués de se prononcer et de fixer, pour l'année 2015, le montant de la participation des communes, qui a été établi de la façon suivante: **un montant fixe et unique de : CINQUANTE EUROS pour toutes les communes adhérentes soit 1550 € pour l'année 2015.**

Lorsque l'excédent de fonctionnement cumulé sera moins important. La contribution des communes sera calculée en fonction du nombre d'enfants inscrits par commune. Pour l'année 2015, le syndicat a reconduit le montant de cette participation.

5/ Compte Administratif 2015

Recettes

| <i>Situation comptable - SITS AIGUILLON - 2015</i> | | | | | | | | | | |
|--|---|--------|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|--------------|-------------|------------------|--------------|
| <i>Articles ventilés par SERVICE</i> | | | | | | | | | | |
| <i>(Recette)</i> | | | | | | | | | | |
| Articles | Désignation | Ana. 1 | Désignation | Total Budget | Réalise | Solde | % Réal. | Eng. + E.C. | Solde Net | % Réal. Net |
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | | | 72 316,91 | 72 316,91 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 72 316,91 | 72 316,91 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | | 2 640,00 | 0,00 | -2 640,00 | 0,00 | 0,00 | -2 640,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 2 640,00 | 0,00 | -2 640,00 | 0,00 | 0,00 | -2 640,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | | 1 783,74 | 1 783,74 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 783,74 | 1 783,74 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| 28183 | Matériel de bureau et informatique | | | 0,00 | 435,48 | 435,48 | 0,00 | 0,00 | 435,48 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 0,00 | 435,48 | 435,48 | 0,00 | 0,00 | 435,48 | 0,00 |
| 28188 | Autres immobilisations corporelles | | | 606,26 | 0,00 | -606,26 | 0,00 | 0,00 | -606,26 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 606,26 | 0,00 | -606,26 | 0,00 | 0,00 | -606,26 | 0,00 |
| 7067 | Redev.&droits des serv.péri-scolaire&enseignement | | | 19 000,00 | 17 369,00 | -1 631,00 | 91,42 | 0,00 | -1 631,00 | 91,42 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 19 000,00 | 17 369,00 | -1 631,00 | 91,42 | 0,00 | -1 631,00 | 91,42 |
| 7473 | Départements | | | 13 501,09 | 11 224,60 | -2 276,49 | 83,14 | 0,00 | -2 276,49 | 83,14 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 13 501,09 | 11 224,60 | -2 276,49 | 83,14 | 0,00 | -2 276,49 | 83,14 |
| 74748 | Autres communes | | | 1 550,00 | 1 550,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 550,00 | 1 550,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | | | 100,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 100,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 |
| | | | Total Général | 111 498,00 | 104 679,73 | -6 818,27 | 93,88 | 0,00 | -6 818,27 | 93,88 |

Dépenses

| Situation comptable - SITS AIGUILLON - 2015 | | | | | | | | | | |
|---|--|--------|------------------|----------------------|-------------------|------------------|--------------|-------------|------------------|--------------|
| Articles ventilés par SERVICE | | | | | | | | | | |
| (Dépense) | | | | | | | | | | |
| Articles | Désignation | Ana. 1 | Désignation | Total Budget | Réalisé | Solde | % Réal. | Eng. + E.C. | Solde Net | % Réal. Net |
| 001 | Déficit d'investissement reporté | | | 683,74 | 683,74 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 683,74 | 683,74 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | | | 4 811,74 | 0,00 | 4 811,74 | 0,00 | 0,00 | 4 811,74 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 4 811,74 | 0,00 | 4 811,74 | 0,00 | 0,00 | 4 811,74 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | | | 2 640,00 | 0,00 | 2 640,00 | 0,00 | 0,00 | 2 640,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 2 640,00 | 0,00 | 2 640,00 | 0,00 | 0,00 | 2 640,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | | | 4 346,26 | 1 067,82 | 3 278,44 | 24,57 | 0,00 | 3 278,44 | 24,57 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 4 346,26 | 1 067,82 | 3 278,44 | 24,57 | 0,00 | 3 278,44 | 24,57 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | | | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | | | 5 100,00 | 1 441,13 | 3 658,87 | 28,26 | 0,00 | 3 658,87 | 28,26 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 5 100,00 | 1 441,13 | 3 658,87 | 28,26 | 0,00 | 3 658,87 | 28,26 |
| 611 | Contrats de prestations de services | | | 1 000,00 | 1 031,31 | -31,31 | 103,13 | 0,00 | -31,31 | 103,13 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 1 031,31 | -31,31 | 103,13 | 0,00 | -31,31 | 103,13 |
| 6156 | Maintenance | | | 1 000,00 | 108,00 | 892,00 | 10,80 | 0,00 | 892,00 | 10,80 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 108,00 | 892,00 | 10,80 | 0,00 | 892,00 | 10,80 |
| 616 | Primes d'assurances | | | 4 000,00 | 2 260,03 | 1 739,97 | 56,50 | 0,00 | 1 739,97 | 56,50 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 4 000,00 | 2 260,03 | 1 739,97 | 56,50 | 0,00 | 1 739,97 | 56,50 |
| 6182 | Documentation générale et technique | | | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | | | 1 000,00 | 150,00 | 850,00 | 15,00 | 0,00 | 850,00 | 15,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 150,00 | 850,00 | 15,00 | 0,00 | 850,00 | 15,00 |
| 6218 | Autres personnel extérieur | | | 16 000,00 | 12 356,12 | 3 643,88 | 77,23 | 0,00 | 3 643,88 | 77,23 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 16 000,00 | 12 356,12 | 3 643,88 | 77,23 | 0,00 | 3 643,88 | 77,23 |
| 6225 | Indemnités au comptable et aux régisseurs | | | 500,00 | 108,94 | 391,06 | 21,79 | 0,00 | 391,06 | 21,79 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 108,94 | 391,06 | 21,79 | 0,00 | 391,06 | 21,79 |
| 6226 | Honoraires | | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | | | 500,00 | 304,78 | 195,22 | 60,96 | 0,00 | 195,22 | 60,96 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 304,78 | 195,22 | 60,96 | 0,00 | 195,22 | 60,96 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | | | 200,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 200,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| 6256 | Missions | | | 200,00 | 113,60 | 86,40 | 56,80 | 0,00 | 86,40 | 56,80 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 200,00 | 113,60 | 86,40 | 56,80 | 0,00 | 86,40 | 56,80 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | | | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | | | 1 200,00 | 767,68 | 432,32 | 63,97 | 0,00 | 432,32 | 63,97 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 200,00 | 767,68 | 432,32 | 63,97 | 0,00 | 432,32 | 63,97 |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | | | 2 000,00 | 951,40 | 1 048,60 | 47,57 | 0,00 | 1 048,60 | 47,57 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 2 000,00 | 951,40 | 1 048,60 | 47,57 | 0,00 | 1 048,60 | 47,57 |
| 6288 | Autres services extérieurs | | | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | | | 200,00 | 12,76 | 187,24 | 6,38 | 0,00 | 187,24 | 6,38 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 200,00 | 12,76 | 187,24 | 6,38 | 0,00 | 187,24 | 6,38 |
| 6336 | Cotisations au centre national et CNFPT | | | 300,00 | 185,43 | 114,57 | 61,81 | 0,00 | 114,57 | 61,81 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 300,00 | 185,43 | 114,57 | 61,81 | 0,00 | 114,57 | 61,81 |
| 6338 | Autres impôts,taxes&vers.assimilés sur rémunér. | | | 200,00 | 38,30 | 161,70 | 19,15 | 0,00 | 161,70 | 19,15 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 200,00 | 38,30 | 161,70 | 19,15 | 0,00 | 161,70 | 19,15 |
| 6413 | Personnel non titulaire | | | 14 000,00 | 11 953,16 | 2 046,84 | 85,38 | 0,00 | 2 046,84 | 85,38 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 14 000,00 | 11 953,16 | 2 046,84 | 85,38 | 0,00 | 2 046,84 | 85,38 |
| 64168 | Autres emplois d'insertion | | | 0,00 | 896,17 | -896,17 | 0,00 | 0,00 | -896,17 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 0,00 | 896,17 | -896,17 | 0,00 | 0,00 | -896,17 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'URSSAF | | | 4 000,00 | 3 609,50 | 390,50 | 90,24 | 0,00 | 390,50 | 90,24 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 4 000,00 | 3 609,50 | 390,50 | 90,24 | 0,00 | 390,50 | 90,24 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | | 600,00 | 489,00 | 111,00 | 81,50 | 0,00 | 111,00 | 81,50 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 600,00 | 489,00 | 111,00 | 81,50 | 0,00 | 111,00 | 81,50 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | | | 1 000,00 | 817,75 | 182,25 | 81,78 | 0,00 | 182,25 | 81,78 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 000,00 | 817,75 | 182,25 | 81,78 | 0,00 | 182,25 | 81,78 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | | | 0,00 | 91,72 | -91,72 | 0,00 | 0,00 | -91,72 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 0,00 | 91,72 | -91,72 | 0,00 | 0,00 | -91,72 | 0,00 |
| 6531 | Indemnités | | | 14 000,00 | 13 686,25 | 313,75 | 97,76 | 0,00 | 313,75 | 97,76 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 14 000,00 | 13 686,25 | 313,75 | 97,76 | 0,00 | 313,75 | 97,76 |
| 6532 | Frais de mission | | | 6 000,00 | 1 900,00 | 4 100,00 | 31,67 | 0,00 | 4 100,00 | 31,67 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 6 000,00 | 1 900,00 | 4 100,00 | 31,67 | 0,00 | 4 100,00 | 31,67 |
| 6533 | Cotisations de retraite | | | 1 200,00 | 541,67 | 658,33 | 45,14 | 0,00 | 658,33 | 45,14 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 1 200,00 | 541,67 | 658,33 | 45,14 | 0,00 | 658,33 | 45,14 |
| 6535 | Formation | | | 600,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 600,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | | | 600,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 600,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 |
| 657348 | Autres communes | | | 15 000,00 | 500,00 | 14 500,00 | 3,33 | 0,00 | 14 500,00 | 3,33 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 15 000,00 | 500,00 | 14 500,00 | 3,33 | 0,00 | 14 500,00 | 3,33 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | | 10,00 | 10,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 10,00 | 10,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 |
| 6811 | Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles | | | 606,26 | 435,48 | 170,78 | 71,83 | 0,00 | 170,78 | 71,83 |
| | | Défaut | Poste par défaut | 606,26 | 435,48 | 170,78 | 71,83 | 0,00 | 170,78 | 71,83 |
| | | | | Total Général | 111 498,00 | 56 511,74 | 50,68 | 0,00 | 54 986,26 | 50,68 |

6/ Ressources Humaines

2 Contrôleurs : Noëlle Lunet en CAE depuis le 01 décembre 2015 et Jean-Pierre Pénilla (contrat A.I.P.C)

Le secrétariat :

Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint Administratif de 2ème classe du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 inclus a été voté par l'assemblée.

Gestion

- Préparation des assemblées générales
- Rédaction des délibérations et arrêtés
- Préparation du budget et du Compte administratif
- Gestion de la comptabilité et de la paye
- Gestion d'une régie de recettes
- Gestion des inscriptions des élèves sur le site « Pégase »
- Gestion des créations des points de ramassage avec le Conseil Départemental
- Rédaction du Règlement intérieur et du Règlement des familles
- Gestion des fiches horaires
- Gestion du personnel de contrôle
- Relation avec les communes adhérentes, les délégués, les élus
- Gestion des courriers
- Relation avec les services du Conseil départemental
- Exportation des liste d'élèves du site « Pégase » pour les communes
- Mise à jour du site internet

Nom de la secrétaire :

Magalie Bobin

Grade : Adjoint Administratif